EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an	40 fr.	60 fr.
	6 mois	25 "	38 "
	3 mois	15 "	22 "
Inde et Cochin	Un an	50 "	75 "
	6 mois	30 "	45 "
	3 mois	18 "	28 "
Soudan	Un an	100 "	150 "
	6 mois	60 "	90 "
	3 mois	36 "	55 "

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1^{re} Une première partie ou édition partielle : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2^e Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)*

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 400-00, Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle 1 franc
 Édition complète 1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales :
 réglementaires (La ligne de 27 lettres)
 et judiciaires) 3 francs

Arrêté résidentiel du 28 juin 1930

Pour la publicité-reclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 17 décembre 1930 (25 rejab 1349) autorisant la concession à perpétuité de lots de terrain, dans le cimetière de Kourigha (Oued Zem)	34	Arrêté viziriel du 19 décembre 1930 (27 rejab 1349) autorisant un changement dans la direction de l'école privée Jacques-Hersent, à Fédhala	37
Dahir du 19 décembre 1930 (27 rejab 1349) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et règlements d'aménagement d'une rue, au sud du nouveau cimetière israélite, et les modifications partielles de l'avenue Moulay Youssef et du boulevard de l'Industrie, à Mogador	34	Arrêté viziriel du 19 décembre 1930 (27 rejab 1349) autorisant un changement dans la direction de l'école privée Charles-de-Foucauld, à Rabat	38
Dahir du 20 décembre 1930 (28 rejab 1349) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Azemmour	34	Arrêté viziriel du 19 décembre 1930 (27 rejab 1349) autorisant le transfert de l'école privée Charles-de-Foucauld de Rabat, dans de nouveaux locaux sis dans cette ville	38
Dahir du 20 décembre 1930 (28 rejab 1349) autorisant la vente d'un terrain domanial, sis sur le territoire de la tribu des Zenata (Chaouïa-nord)	35	Arrêté viziriel du 20 décembre 1930 (28 rejab 1349) déclarant d'utilité publique des travaux de captage dans la vallée de l'oued Fouarat, entre la piste forestière de Mechra el Keltane et les merjas du Fouarat et du Foui	39
Dahir du 20 décembre 1930 (28 rejab 1349) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Rabat	35	Arrêté viziriel du 20 décembre 1930 (28 rejab 1349) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à Souk el Arba du Rabat	39
Dahir du 6 janvier 1931 (11 chaabane 1349) modifiant l'article 3 du dahir du 6 mars 1917 (12 jounada 1 1335) portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc	35	Arrêté viziriel du 22 décembre 1930 (1 ^{er} chaabane 1349) fixant le régime de certaines indemnités allouées à diverses catégories de personnel enseignant de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités	39
Dahir du 8 janvier 1931 (18 chaabane 1349) modifiant le dahir du 8 mars 1930 (2 chaoual 1348) instituant une pension complémentaire en faveur des bénéficiaires d'une pension civile marocaine	36	Arrêté viziriel du 24 décembre 1930 (3 chaabane 1349) portant déclassement d'une parcelle du domaine public de la route n° 8 de Casablanca à Mazagan, dans la traversée d'Azemmour	40
Arrêté viziriel du 16 décembre 1930 (24 rejab 1349) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité d'Oujda, d'une parcelle de terrain nécessaire à la construction d'un nouvel abattoir	36	Arrêté viziriel du 24 décembre 1930 (3 chaabane 1349) modifiant l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 (21 rejab 1333) portant règlement sur le service de la conservation de la propriété foncière	40
Arrêté viziriel du 17 décembre 1930 (25 rejab 1349) homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Djemda des Aïl Mérroul », situé sur le territoire de la tribu des Aïl Mérroul (Beni M'Guild)	36	Arrêté résidentiel du 29 décembre 1930 modifiant le taux de l'indemnité de première mise de monture allouée aux agents du corps du contrôle civil	41
Arrêté viziriel du 17 décembre 1930 (25 rejab 1349) portant nomination d'un membre français et d'un membre indigène de la commission des intérêts locaux d'Oued Zem	37	Arrêté résidentiel du 30 décembre 1930 relatif au personnel auxiliaire du service du contrôle civil	41
		Arrêté résidentiel du 31 décembre 1930 fixant le taux de l'indemnité mensuelle de logement de monture allouée pendant le premier semestre 1931 aux agents du corps du contrôle civil et du service du contrôle civil	41

Arrêté résidentiel du 31 décembre 1930 fixant le taux de l'indemnité d'entretien de monture allouée aux contrôleurs civils et aux adjoints des affaires indigènes pendant le premier semestre de l'année 1931.....	42
Ordre général n° 22 (suite).....	42
Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation portant constitution de la « Société coopérative d'élevage de la région de Rabat ».....	44
Arrêté du directeur de l'Office des P.T.T. portant création d'une agence postale de 2 ^e catégorie à La Jacqueline (km. 59 de la route de Rabat-Marchand).....	44
Arrêté du chef du service du contrôle civil du 29 décembre 1930 fixant le taux de l'indemnité pour entretien de monture allouée aux chefs de makhzen et mokhazenis montés du service du contrôle civil pendant le 1 ^{er} semestre 1931..	44
Renouvellement des pouvoirs des membres de djemda de fraction de la région de Fès.....	45
Renouvellement des pouvoirs des membres de djemda de fraction des tribus du contrôle civil de Fès-banlieue.....	46
Autorisation de caution.....	47
Autorisations d'association.....	47
Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat.....	47
Promotions réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928 attribuant aux agents publics des bonifications et majorations d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.....	48
Compte rendu fourni par les directions générales, directions et services, au sujet des emplois réservés attribués aux pensionnés de guerre et anciens combattants pendant l'année 1930 (application des dispositions des articles 8 et 9 de l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922).....	49
Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de décembre 1930.....	50
Liste des permis de recherche rayés pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité.....	51
Addendum au « Bulletin officiel » n° 949 en date du 2 janvier 1931, page 19.....	51

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS de mise en recouvrement des rôles des patentes de Casablanca (1 ^{er} , 2 ^e et 5 ^e arrond. — 2 ^e émission), Casablanca-centre (3 ^e émission), Casablanca-nord (2 ^e émission), Fès-ville nouvelle (2 ^e émission), du contrôle civil de Casablanca-banlieue et du centre de Demnat; de la taxe urbaine des villes de Souk el Arba du Gharb, Casablanca (2 ^e et 5 ^e arrond.), Oued Zem, Agadir, Mogador, des centres de Demnat et de Sidi Rahal; de la taxe d'habitation de Casablanca (1 ^{er} , 2 ^e et 5 ^e arrond.), Casablanca-centre (3 ^e émission) et Casablanca-nord (2 ^e émission)..	51
---	----

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 17 DÉCEMBRE 1930 (25 rejev 1349)
 autorisant la concession à perpétuité de lots de terrain, dans le cimetière de Kourigha (Oued Zem).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la concession à perpétuité de lots de terrain, dépendant du cimetière européen de Kourigha (Oued Zem), au prix de cent francs le mètre carré.

ART. 2. — Les actes de concession devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 25 rejev 1349,
 (17 décembre 1930).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 19 DÉCEMBRE 1930 (27 rejev 1349)
 approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement d'une rue au sud du nouveau cimetière israélite, et les modifications partielles de l'avenue Moulay Youssef et du boulevard de l'Industrie, à Mogador.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1342) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 27 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte aux services municipaux de Mogador, du 23 décembre 1928 au 23 janvier 1929 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, les plan et règlement relatifs à l'ouverture d'une rue, au sud du nouveau cimetière israélite, et aux modifications partielles de l'avenue Moulay Youssef et du boulevard de l'Industrie, à Mogador.

ART. 2. — Les autorités locales de Mogador sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 27 rejev 1349,
 (19 décembre 1930).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 20 DÉCEMBRE 1930 (28 rejev 1349)
 autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Azemmour.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente au taleb El Haj Abdallah Briccha, d'un immeuble domanial, sis à Azem-

mour et inscrit au sommier des biens domaniaux des Doukkala sous les n° 37, 38, 40 et 41 A.Z.U., au prix global de douze mille francs (12.000 fr.), dont le montant devra être versé au percepteur d'Azemmour en deux termes payables, le premier à la passation de l'acte de vente, le second six mois après.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 28 rejeb 1349,
(20 décembre 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 DÉCEMBRE 1930 (28 rejeb 1349)

autorisant la vente d'un terrain domanial, sis sur le territoire de la tribu des Zenata (Chaouïa-nord).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Camisa Georges, d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de dix-sept hectares quatre-vingts ares (17 ha. 80 a.), à prélever sur l'immeuble domanial dénommé « Marais des Oulad Hamimoun », sis sur le territoire de la tribu des Zenata (Chaouïa-nord), au prix de mille francs (1.000 fr.) l'hectare, payable à la passation de l'acte de vente.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 28 rejeb 1349,
(20 décembre 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 DÉCEMBRE 1930 (28 rejeb 1349)

autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Rabat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M^{me} V^{ve} Godart, née Catherine Colonna, d'un immeuble domanial, sis à Rabat, impasse Mokhtar, n° 47, rue Sidi Fatah, et

inscrit au sommier de consistance sous les n° 235 et 236, au prix global de quatre mille francs (4.000 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 28 rejeb 1349,
(20 décembre 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 6 JANVIER 1931 (16 chaabane 1349)

modifiant l'article 3 du dahir du 6 mars 1917 (12 jourmada I 1335) portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du dahir du 6 mars 1917 (12 jourmada I 1335) portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Les agents intéressés supporteront :

« 1° Une retenue de 7,50 % sur le montant de leur traitement de base ainsi que sur la majoration marocaine et, le cas échéant, sur l'indemnité complémentaire ou compensatrice de traitement. Il ne sera, toutefois, opéré aucune retenue sur la partie de ces émoluments cumulés supérieure à 66.000 francs à partir du 1^{er} juillet 1929, et à 75.000 francs à partir du 1^{er} octobre 1930.

« Sont exclues de la retenue de 7,50 % les allocations ou indemnités autres que celles spécifiées ci-dessus, étant entendu, au surplus, que nul ne peut jouir de plus d'un traitement et qu'en sus de la rémunération fixe afférente à son grade ou à son emploi principal, un agent ne peut éventuellement recevoir que des allocations destinées, soit à la rétribution d'une tâche supplémentaire, soit à lui tenir compte de titres particuliers ou des indemnités pour le couvrir de frais ou d'une responsabilité spéciale ;

« 2° Une retenue du douzième de la solde annuelle dont ils jouiront à la date de promulgation du présent texte ou, pour ceux nommés après cette date, du premier douzième de leur solde de nomination. Le règlement prévu à l'article 21 précisera les conditions dans lesquelles sera opérée cette retenue ;

« 3° Une retenue du premier douzième de toute augmentation ultérieure dans la limite du traitement de 66.000 francs à partir du 1^{er} juillet 1929, et de 75.000 francs à partir du 1^{er} octobre 1930.

« Les retenues prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article seront calculées sur le traitement, tel qu'il est défini au paragraphe 1^{er}.

« Les retenues visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 du présent article seront obligatoires pour tous les agents visés à l'article 1^{er}. »

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne seront applicables qu'aux agents en fonctions à la date de la promulgation du présent dahir.

ART. 3. — Le dahir du 16 octobre 1929 (12 jourmada I 1348) modifiant l'article 3 du dahir du 6 mars 1917 (12 jourmada I 1335) portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc, est abrogé.

*Fait à Rabat, le 16 chaabane 1349,
(6 janvier 1931).*

Vu pour promulgation et mise et exécution :

Rabat, le 7 janvier 1931.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 8 JANVIER 1931 (18 chaabane 1349)
modifiant le dahir du 3 mars 1930 (2 chaoual 1348) instituant une pension complémentaire en faveur des bénéficiaires d'une pension civile marocaine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 du dahir du 3 mars 1930 (2 chaoual 1348) instituant une pension complémentaire en faveur des bénéficiaires d'une pension civile marocaine, est modifié ainsi qu'il suit : -

« Article 8. — Les bénéficiaires du présent dahir supportent une retenue de 8 % sur la majoration marocaine correspondant aux traitements, suppléments de traitement et indemnités soumis à retenue en exécution de l'article 7 du dahir du 1^{er} mars 1930 (30 ramadan 1348). »

ART. 2. — Le présent dahir produira effet à partir du 1^{er} janvier 1931.

*Fait à Rabat, le 18 chaabane 1349,
(8 janvier 1931).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 janvier 1931.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 16 DÉCEMBRE 1930

(24 rejeb 1349)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité d'Oujda, d'une parcelle de terrain nécessaire à la construction d'un nouvel abattoir.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte d'Oujda, dans sa séance du 13 juin 1930 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de la construction d'un nouvel abattoir, l'acquisition par la municipalité d'Oujda, d'une parcelle de terrain d'une superficie de quatre mille mètres carrés (4.000 mq.), sise dans le secteur industriel, appartenant à M. Drieu Maurice, domicilié, 12, rue de la Grange-Batelière, Paris.

ART. 2. — Cette acquisition aura lieu au prix global de cinquante-deux mille francs (52.000 fr.).

ART. 3. — Le chef des services municipaux d'Oujda est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 24 rejeb 1349,
(16 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1930

(25 rejeb 1349)

homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Djemâa des Aït Mérroul », situé sur le territoire de la tribu des Aït Mérroul (Beni M'Guild).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 août 1928 (1^{er} rebia I 1347) ordonnant la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Djemâa des Aït Mérroul », situé sur le territoire de la tribu des Aït Mérroul ;

Attendu que la délimitation de l'immeuble susnommé a été effectuée à la date fixée et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 3, 4, 5 et 7 du dahir susvisé, ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu le procès-verbal, en date du 15 novembre 1928, établi par la commission prévue à l'article 2 du dahir précité, qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu l'avenant, en date du 8 février 1930, excluant de l'immeuble collectif le domaine forestier ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière, à la date du 20 novembre 1930, conformément aux prescriptions de l'article 6 du même dahir, et attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre de l'immeuble collectif délimité comme il est dit ci-dessus ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation dudit périmètre n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation ;

Vu le plan sur lequel est indiqué par liséré rose l'immeuble collectif délimité ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Djemâa des Aït Mérroul », situé sur le territoire de la tribu des Aït Mérroul, sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 6 du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342).

ART. 2. — Cet immeuble a une superficie approximative de 942 hectares 70 ares.

Ses limites sont et demeurent fixées ainsi qu'il suit :

1^{re} parcelle, 4 hectares environ.

De B46 (Guerrara) à B48 (Guerrara), limite commune avec « Bled Guerrara » (1^{re} parcelle) (dél. n° 71 bis, homologuée) ;

De B48 (Guerrara) à B1, piste de transhumance de 300 mètres ;

De B1 à B46 (Guerrara), « Bled Oued Beth des Aït Yazem », collectif appartenant aux Guerrouan.

2^e parcelle, 938 hectares 70 ares environ.

De B2 à B49 (Guerrara), piste de transhumance de 300 mètres ;

De B49 (Guerrara) à B8, limite commune avec « Bled Guerrara » (2^e parcelle) (dél. n° 71 bis homologuée) ;

De B8 à B1 (DF), l'oued Beth ;

De B1 (DF) à B6 (DF), limite commune avec le domaine forestier « Canton de Sidi Zerouk » ;

De B6 (DF) à B2, « Bled Oued Beth des Aït Yazem », collectif appartenant aux Guerrouane.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé au présent arrêté.

Fait à Rabat, le 25 rejeb 1349,
(17 décembre 1930).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1930

(25 rejeb 1349)

portant nomination d'un membre français et d'un membre indigène de la commission des intérêts locaux d'Oued Zem.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 octobre 1921 (6 safar 1340) portant création d'une commission des intérêts locaux à Oued Zem ;

Vu le dahir du 10 décembre 1927 (15 joumada II 1346) fixant le nombre et les conditions de nomination des membres de la dite commission ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la commission des intérêts locaux d'Oued Zem, à partir du 1^{er} janvier 1931 :

Citoyen français : M. Paul Duthu, colon, en remplacement de M. Louis Blachier, membre sortant.

Sujet marocain : Taghi ben Lahcen, commerçant, en remplacement de Si Mohamed Jedidi, membre sortant.

ART. 2. — Le secrétaire général du Protectorat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 25 rejeb 1349,
(17 décembre 1930).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 19 DÉCEMBRE 1930

(27 rejeb 1349)

autorisant un changement dans la direction de l'école privée Jacques-Hersent, à Fédhala.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1919 (18 moharrem 1338) sur l'enseignement privé, complété par les dahirs des 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) et 29 octobre 1921 (27 safar 1340) ;

Vu le dahir du 15 octobre 1919 (19 moharrem 1338) portant institution d'un conseil de l'enseignement, complété par le dahir du 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) relatif à la compétence du dit conseil ;

Vu la demande d'autorisation de succéder à M. Prieur Victor, démissionnaire, en qualité de directeur de l'école privée Jacques-Hersent, à Fédhala, formulée par M. Delbos Cyprien, à la date du 2 septembre 1930 ;

Vu l'avis émis par le conseil de l'enseignement, à la date du 4 octobre 1930 ;

Considérant que le requérant a fourni un dossier complet et qu'en conséquence, il y a lieu de lui accorder l'autorisation qu'il sollicite ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Delbos Cyprien, requérant, est autorisé à succéder à M. Prieur Victor, démissionnaire, en qualité de directeur de l'école privée Jacques-Hersent, à Fédhala.

ART. 2. — M. Delbos enseignera dans le même local, assisté d'adjoints et d'adjointes.

ART. 3. — Le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 6 octobre 1930.

*Fait à Rabat, le 27 rejev 1349,
(19 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 DÉCEMBRE 1930
(27 rejev 1349)**

autorisant un changement dans la direction de l'école privée du Sauveur et de la Sainte-Vierge, à Kénitra.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1919 (18 moharrem 1338) sur l'enseignement privé, complété par les dahirs des 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) et 29 octobre 1921 (27 safar 1340) ;

Vu le dahir du 15 octobre 1919 (19 moharrem 1338) portant institution d'un conseil de l'enseignement, complété par le dahir du 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) relatif à la compétence du dit conseil ;

Vu la demande d'autorisation de succéder à M^{me} Burrias, en religion sœur Eugénie, démissionnaire, en qualité de directrice de l'école privée du Sauveur et de la Sainte-Vierge, à Kénitra, formulée par M^{me} Sauton, en religion sœur Marie-Germaine, à la date du 27 mai 1930 ;

Vu l'avis émis par le conseil de l'enseignement, à la date du 4 octobre 1930 ;

Considérant que la requérante a fourni un dossier complet et qu'en conséquence, il y a lieu de lui accorder l'autorisation qu'elle sollicite ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — M^{me} Sauton, en religion sœur Marie-Germaine, requérante, est autorisée à succéder à M^{me} Burrias, en religion sœur Eugénie, en qualité de directrice de l'école privée du Sauveur et de la Sainte-Vierge, à Kénitra.

ART. 2. — M^{me} Sauton enseignera dans le même local, assistée du même personnel.

ART. 3. — Le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 1^{er} octobre 1930.

*Fait à Rabat, le 27 rejev 1349,
(19 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 DÉCEMBRE 1930

(27 rejev 1349)

autorisant un changement dans la direction de l'école privée Charles-de-Foucauld, à Rabat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1919 (18 moharrem 1338) sur l'enseignement privé, complété par les dahirs des 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) et 29 octobre 1921 (27 safar 1340) ;

Vu le dahir du 15 octobre 1919 (19 moharrem 1338) portant institution d'un conseil de l'enseignement, complété par le dahir du 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) relatif à la compétence du dit conseil ;

Vu la demande d'autorisation de succéder à M. Carl, démissionnaire, en qualité de directeur de l'école primaire privée Charles-de-Foucauld, à Rabat, formulée par M. l'abbé Chalard Louis, à la date du 26 juin 1930 ;

Vu l'avis émis par le conseil de l'enseignement, à la date du 4 octobre 1930 ;

Considérant que le requérant a fourni un dossier complet et qu'en conséquence, il y a lieu de lui accorder l'autorisation qu'il sollicite ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — M. l'abbé Chalard Louis, requérant, est autorisé à succéder à M. Carl Joseph, démissionnaire, en qualité de directeur de l'école privée Charles-de-Foucauld, à Rabat.

ART. 2. — M. l'abbé Chalard enseignera, assisté d'adjoints et d'adjointes.

ART. 3. — Le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 6 octobre 1930.

*Fait à Rabat, le 27 rejev 1349,
(19 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 DÉCEMBRE 1930

(27 rejev 1349)

autorisant le transfert de l'école privée Charles-de-Foucauld de Rabat, dans de nouveaux locaux sis dans cette ville.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1919 (18 moharrem 1338) sur l'enseignement privé, complété par les dahirs des 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) et 29 octobre 1921 (27 safar 1340) ;

Vu le dahir du 15 octobre 1919 (19 moharrem 1338) portant institution d'un conseil de l'enseignement, complété par le dahir du 14 septembre 1921 (11 moharrem 1340) relatif à la compétence du dit conseil ;

Vu la demande d'autorisation présentée par M. l'abbé Chalard Louis, directeur de l'école privée Charles-de-Foucauld de Rabat, de transférer les classes de son école dans les nouveaux locaux édifiés à cet effet, boulevard du Bou Regreg, n° 55, à Rabat ;

* Vu l'avis émis par le conseil de l'enseignement, à la date du 4 octobre 1930 ;

Considérant que le requérant a fourni des plans conformes aux conditions réglementaires et approuvés par les autorités compétentes, et qu'en conséquence, il y a lieu de lui accorder l'autorisation qu'il sollicite ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. l'abbé Chalard, requérant, est autorisé à transférer les classes de l'école privée Charles-de-Foucauld de Rabat, dans les nouveaux locaux édifiés dans cette ville, boulevard du Bou Regreg, n° 55.

ART. 2. — Le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 6 octobre 1930.

*Fait à Rabat, le 27 rejeb 1349,
(19 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1930

(28 rejeb 1349)

déclarant d'utilité publique des travaux de captage dans la vallée de l'oued Fouarat, entre la piste forestière de Mechra el Kettane et les merjas du Fouarat et du Foui.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatif à la procédure d'urgence en matière de travaux publics ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés d'utilité publique des travaux de captage dans la vallée de l'oued Fouarat, entre la piste forestière de Mechra el Kettane et les merjas du Fouarat et du Foui.

ART. 2. — La zone de servitude prévue par l'article 4 du dahir susvisé du 31 août 1914 (9 chaoual 1332), limitée à 250 mètres de part et d'autre de l'axe de l'oued Fouarat, est figurée par une teinte rose sur l'extrait de carte au 1/50.000^e annexé au présent arrêté.

ART. 3. — L'urgence est prononcée.

ART. 4. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 28 rejeb 1349,
(20 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1930

(28 rejeb 1349)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à Souk el Arba du Rarb.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition, en vue de la construction d'un puits de captage nécessaire à l'alimentation en eau de Souk el Arba du Rarb, d'une parcelle de terrain, sise dans ce centre, quartier des Oulad Hammad, appartenant à Bousselham ben Mohamed Serir, d'une superficie de deux hectares quatre-vingt-dix-huit ares huit centiares (2 ha. 98 a. 8 ca.), au prix global de cent quarante-cinq mille cent soixante-huit francs soixante centimes (145.168 fr. 60).

Cette parcelle de terrain, délimitée par un liséré rose sur le plan au 1/1.000^e annexé au présent arrêté, sera incorporée au domaine public.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 28 rejeb 1349,
(20 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 22 DÉCEMBRE 1930

(1^{er} chaabane 1349)

fixant le régime de certaines indemnités allouées à diverses catégories de personnel enseignant de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction générale de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 avril 1920 (5 chaoual 1346) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est confirmée l'attribution aux membres du personnel enseignant ci-dessous désignés, des indemnités, primes, allocations ou suppléments de traitements énumérés ci-après, soit dans les conditions indiquées au présent arrêté, soit dans les conditions fixées par les arrêtés viziriels qui les ont institués.

I. — Personnel de l'enseignement primaire.

1^o Prime de brevet supérieur et titres assimilés (baccalauréat et diplôme de fin d'études secondaires) : 500 francs (art. 62 et 70 de l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) maintenue exclusivement au personnel recruté antérieurement au 1^{er} janvier 1931) ;

2^o Prime aux instituteurs et institutrices français titulaires pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles d'indigènes musulmans et d'israélites : 800 francs (arrêté viziriel du 3 mai 1922 (5 ramadan 1340)).

Cette prime est attribuée dans les mêmes conditions aux instituteurs et institutrices titulaires pourvus du certificat d'aptitude spécial à l'enseignement dans les écoles d'indigènes musulmans (enseignement professionnel institué par l'arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités du 10 mars 1927 ;

3^o Prime aux anciens élèves-maîtres de l'école normale d'Alger-Bouzaréah : 800 francs (arrêté viziriel du 3 mai 1922 (5 ramadan 1340)) ;

4^o Indemnité de balayage et d'entretien des locaux scolaires aux directeurs et directrices d'écoles : 40 francs par mois pour une classe ; 20 francs par mois pour chaque classe au delà de ce nombre ;

5^o Indemnité pour gérance d'internat : variable suivant l'importance de l'établissement (arrêté viziriel du 7 avril 1920 (17 rejeb 1338), art. 7) ;

6^o Une indemnité mensuelle de 50 à 150 francs pour service supplémentaire d'interclasse est allouée aux instituteurs ou institutrices chargés de ce service ;

7^o Indemnité pour cours d'adultes : 20 francs par heure effective de cours ;

8^o Locaux en nature, ou indemnité représentative des locaux consacrés aux bureaux de l'inspection, aux inspecteurs et sous-inspecteurs primaires (art. 64 de l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338)).

II. — Personnel de l'enseignement supérieur, secondaire, primaire supérieur et technique.

1^o Indemnité pour gérance d'internat : variable suivant l'importance de l'établissement (arrêté viziriel du 7 avril 1920 (17 rejeb 1338), art. 7) ;

2^o Supplément de traitement aux chefs de travaux pratiques de l'école industrielle et commerciale de Casablanca : 1.000 francs (art. 5 de l'arrêté viziriel du 24 décembre 1919 (1^{er} rebia II 1338)). Ce supplément de traitement est maintenu, par mesure transitoire, en faveur des agents

en fonctions au 1^{er} octobre 1930 qui remplissaient, à cette date, les conditions exigées pour y avoir droit.

Fait à Rabat, le 1^{er} chaabane 1349,
(22 décembre 1930).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 24 DÉCEMBRE 1930

(3 chaabane 1349)

portant déclassement d'une parcelle du domaine public de la route n° 8 de Casablanca à Mazagan, dans la traversée d'Azemmour.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, modifié et complété par le dahir du 8 novembre 1919 et, notamment, son article 5 ;

Considérant qu'après la construction de la route n° 8, une parcelle de terrain de 50 mq. 40 est restée en dehors de l'emprise et qu'en conséquence, elle ne présente plus d'utilité pour les besoins publics ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public une parcelle de terrain d'une superficie de 50 mq. 40, située en bordure de la route n° 8 de Casablanca à Mazagan, dans la traversée d'Azemmour, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan au 1/500^e annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 3 chaabane 1349,
(24 décembre 1930).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 24 DÉCEMBRE 1930

(3 chaabane 1349)

modifiant l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 (21 rejeb 1333) portant règlement sur le service de la conservation de la propriété foncière.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur l'immatriculation des immeubles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 (21 rejeb 1333) portant règlement sur le service de la conservation de la propriété foncière, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le quatrième alinéa de l'article 52 de l'arrêté viziriel susvisé du 4 juin 1915 (21 rejeb 1333), est modifié ainsi qu'il suit :

« Au cas où la liquidation des droits à percevoir pour une formalité ou pour l'ensemble d'une procédure ne peut être effectuée exactement au moment de la réquisition, le montant de ces droits est arbitré par le conservateur d'après la déclaration des parties ou sur appréciation des dossiers remis. Si les sommes versées sont inférieures au total des sommes dues, le supplément est acquitté avant le retrait des documents à remettre aux parties ou le règlement de la procédure. »

ART. 2. — Tout solde restant dû sur les provisions consignées en vertu des dispositions anciennes du 4^e alinéa précité de l'article 52 de l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 (21 rejeb 1333), et non réclamé par les parties dans les six mois de l'avis qui leur est donné par le conservateur de la liquidation définitive des frais, est pris en recette par le Trésor et lui reste définitivement acquis.

Le délai de six mois prévu à l'alinéa précédent courra du jour de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel* du Protectorat, à l'égard des soldes qui ont déjà fait l'objet d'un avis aux parties par le conservateur.

*Fait à Rabat, le 3 chaabane 1349,
(24 décembre 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ RESIDENTIEL DU 29 DÉCEMBRE 1930
modifiant le taux de l'indemnité de première mise de monture allouée aux agents du corps du contrôle civil.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC.

Vu l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil, et les arrêtés résidentiels qui l'ont modifié et complété, notamment l'arrêté résidentiel du 19 janvier 1926 ;

Sur la proposition du chef du service du contrôle civil,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 44 de l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 susvisé est modifié comme suit :

« Article 44. — Les agents du corps du contrôle civil reçoivent, à titre de première mise de fonds pour l'achat d'un cheval et d'un harnachement, une allocation forfaitaire de deux mille huit cents francs à charge pour eux de justifier de la possession d'une monture, ils touchent, d'autre part, pour frais de nourriture, d'entretien, de ferrure et soins vétérinaires, une indemnité dont le montant est fixé par arrêté résidentiel, au début de chaque semestre. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1^{er} janvier 1930.

Rabat, le 29 décembre 1930.

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL DU 30 DÉCEMBRE 1930
relatif au personnel auxiliaire du service du contrôle civil.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu les différents textes réglementant la rétribution, l'allocation d'indemnités et de primes, et l'octroi de permissions au personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel auxiliaire du service du contrôle civil est soumis à la réglementation valable pour le personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat.

ART. 2. — Délégation générale et permanente est donnée au chef du service du contrôle civil pour prendre toutes décisions nécessaires à la gestion du personnel auxiliaire de ce service.

Rabat, le 30 décembre 1930.

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL DU 31 DÉCEMBRE 1930
fixant le taux de l'indemnité mensuelle de logement de monture allouée pendant le premier semestre 1931 aux agents du corps du contrôle civil et du service du contrôle civil.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu le statut du corps du contrôle civil au Maroc ;
Vu le statut du personnel du service du contrôle civil ;
Vu l'arrêté résidentiel du 15 juillet 1930 fixant l'indemnité de logement de monture pendant le deuxième semestre 1930,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité mensuelle de logement de monture est fixé ainsi qu'il suit, pendant le premier semestre de l'année 1931 :

1 ^{re} zone	80 francs
2 ^e zone	60
3 ^e zone	40

ART. 2. — Les postes de contrôle civil sont répartis comme suit entre les trois zones ci-dessus mentionnées :

1^{re} zone : Fès, Meknès, Rabat, Casablanca ;

2^e zone : Oujda, Kénitra, Settat, Sidi Ali d'Azemmour, Mazagan, Safi, Mogador, Marrakech, Salé ;

3^e zone : postes non énumérés dans les deux premières zones.

Rabat, le 31 décembre 1930.

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 31 DÉCEMBRE 1930
fixant le taux de l'indemnité d'entretien de monture allouée
aux contrôleurs civils et aux adjoints des affaires indigènes
pendant le 1^{er} semestre de l'année 1931.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu le statut du corps du contrôle civil ;

Vu le statut du personnel du service du contrôle civil ;

Vu l'arrêté résidentiel, en date du 15 juillet 1930, fixant
l'indemnité d'entretien de monture allouée aux contrôleurs
civils et adjoints des affaires indigènes, pendant le 2^e semes-
tre de l'année 1930,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité pour frais
d'entretien de monture des contrôleurs civils et des adjoints
des affaires indigènes, est fixé ainsi qu'il suit pour le
1^{er} semestre 1931 :

1 ^{re} zone.....	1.200 fr.
2 ^e zone.....	1.080
3 ^e zone.....	960
4 ^e zone.....	360 francs plus

150 kilos d'orge en nature par mois.

Cette indemnité s'acquiert par sixième et le versement
en est opéré tous les mois.

ART. 2. — Les différents postes auxquels sont affectés
les contrôleurs civils et adjoints des affaires indigènes,
sont répartis comme ci-dessous, entre les quatre zones
prévues à l'article premier du présent arrêté.

- 1^{re} zone : Berguent, Taourirt, Dehdou, El. Afoun,
région de Marrakech, Mogador ;
- 2^e zone : Fès, Meknès, Kénitra, Rabat, Casablanca,
Mazagan, Safi, Oujda, Berkane, Martimprey ;
- 3^e zone : Tous les postes non compris dans les pre-
mière, deuxième et quatrième zone ;
- 4^e zone : Contrôle civil des Beni Guil (Figuig et Ten-
drara).

Rabat, le 31 décembre 1930.

LUCIEN SAINT.

ORDRE GÉNÉRAL N° 22

MOHAMED OU IDIR N'AIT EL FQUIH, partisan de la zaouïa de Sidi
Bou Kil (Tazrouit) :

« Jeune partisan ardent et courageux, toujours volontaire pour
« les missions les plus périlleuses. Le 13 juillet 1930, s'est fait
« particulièrement remarquer par son sang-froid et sa bravoure,
« a eu un cheval tué sous lui en portant un ordre, n'en a pas
« moins continué sa mission à la fin de laquelle il a été grièvement
« blessé d'une balle à la poitrine ; malgré cette grave blessure,
« est venu rendre compte de l'exécution de sa mission. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de
guerre des T.O.E. avec palme.

3^e A l'ordre du corps d'armée :

A. — Affaire du 12 juillet 1930 (Kemkemia)

Service des affaires indigènes

LACOMME Jean, lieutenant :

« Brillant officier possédant au feu des qualités remarquables.
« Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, a, par son sang-froid,

« contribué au succès de la journée en faisant, sous le feu meur-
« trier des assaillants, échouer par le tir précis de ses mitrailleuses
« un mouvement tournant de l'ennemi. »

DE CHAPPEDELAINE Bernard, lieutenant :

« Brillant officier des affaires indigènes qui a fait preuve, le
« 12 juillet, au combat de Kemkemia, de qualités exceptionnelles
« d'audace et de sang-froid.

« Sous un feu particulièrement ajusté de l'ennemi, n'a pas
« hésité à se porter à découvert à l'emplacement occupé par ses
« fusils-mitrailleurs. Par un tir précis et bien conduit de ses armes
« automatiques, a arrêté un mouvement tournant de l'ennemi, le
« forçant à se replier en désordre. »

BADIE Léon, lieutenant :

« Brillant officier de cavalerie dont les services au Maroc ont
« toujours été hautement appréciés.

« Le 12 juillet 1930, au bivouac de Kemkemia, commandait l'une
« des faces violemment attaquées par une harka dissidente. Par son
« sang-froid, son beau courage, son ascendant sur sa troupe, a con-
« tribué à faire refluer l'adversaire qui tentait un mouvement
« tournant. A la tête de trois sections d'infanterie, s'est porté
« vivement à la contre-attaque, précipitant la défaite de l'ennemi,
« le forçant à abandonner deux fusils et cinq cadavres entre nos
« mains. »

2^e régiment étranger

AGOSTINI Pierre, lieutenant :

« Brillant officier dont les états de services depuis 1926, date
« de son arrivée au Maroc, méritent les plus beaux éloges.

« Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, se trouvait au
« milieu d'une unité de légion fortement attaquée par une harka
« dissidente ; les servants d'une mitrailleuse étant mis hors de
« combat par le feu ajusté et précis de l'ennemi, il n'hésite pas,
« sous les balles, à servir lui-même l'arme automatique. Par ce
« beau geste, il électrise sa troupe et contribue pour une bonne
« part à enrayer l'attaque des dissidents. »

3^e régiment étranger

LABROUCHE Henri, lieutenant :

« Officier d'une bravoure et d'une énergie exemplaires. Le
« 12 juillet 1930, à Kemkemia, commandait une des faces du bivouac
« attaqué par un fort parti dissident ; au moment où les servants
« d'une mitrailleuse venaient d'être tués ou blessés par un tir bien
« ajusté de l'ennemi, a mis lui-même en action, sous les balles
« de l'adversaire, un fusil-mitrailleur en réserve, donnant ainsi à
« tous ses légionnaires un bel exemple de courage, d'audace et de
« mépris du danger. »

ORLOF Yvan-Pawlowitsch, m^e 6816, 2^e classe :

« Jeune légionnaire d'un rare courage. Le 12 juillet 1930, au
« combat de Kemkemia, a été blessé près de sa pièce au moment
« où il ramenait à lui le corps d'un de ses camarades mortellement
« blessé.

« A contribué par son dévouement à mettre sa mitrailleuse à
« l'abri où elle a pu être remise en état de tirer. »

5^e régiment de tirailleurs sénégalais

BICHELONNE Louis, lieutenant :

« Bel officier de troupe d'un courage et d'un sang-froid remar-
« quables. Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, s'est dis-
« tingué en diffusant sous le feu de l'ennemi les ordres du com-
« mandant du groupement. Puis, a demandé à prendre le com-
« mandement d'un groupe de J.D. et de mitrailleuses dont l'interven-
« tion fut décisive. A sollicité dans un moment critique l'honneur
« de commander l'arrière-garde, mission qu'il mena parfaitement
« à bien grâce à ses belles qualités militaires et à sa grande bra-
« voure. »

Compagnie saharienne du Ziz

SIEURAC Vitalis, adjudant-chef :

« Sous-officier saharien hors de pair. Le 12 juillet 1930, au
« combat de Kemkemia, a fait preuve de qualités exceptionnelles
« d'audace et du mépris du danger, entraînant sous un feu meur-
« trier son peloton à l'attaque d'un ennemi nombreux et mordant.
« Par sa manœuvre, a contraint les dissidents à fuir en abandon-
« nant des cadavres sur le terrain. A tué un dissident de sa main. »

SACHS Jean-Marie, adjudant :

« Adjudant brave, dévoué, plein d'allant, faisant en toutes circonstances preuve de beaucoup de sang-froid. Saharien émérite qui a participé à plusieurs combats dans le Sud et à des reconnaissances difficiles.

« Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, a fait preuve une fois de plus de ses belles qualités militaires. Il a su garder dans son peloton une discipline de feu parfaite, contribuant ainsi à la déroute des assaillants. »

Compagnie saharienne du Haut-Guir

MOHAMED BEN HADDOU, m^{le} 106, 2^e classe :

« Au cours du combat du 12 juillet 1930, à Kemkemia, s'est particulièrement distingué par son mordant, sa témérité, son mépris du danger. Faisant partie du peloton lancé à la contre-attaque, s'est précipité sur l'ennemi au-devant de ses camarades, a occupé le premier un endroit difficile et dangereux, obligeant par son tir ajusté les dissidents à s'enfuir en lui abandonnant un fusil. »

3^e régiment de spahis marocains

PATUREAU Robert, sous-lieutenant :

« Type de l'officier saharien, plein d'allant, joignant à sa bravoure une connaissance parfaite des troupes indigènes et sachant les utiliser avec le plus grand rendement.

« A la tête de ses partisans, toujours en avant-garde, a effectué le 11 juillet 1930, au moment le plus pénible de la journée, une reconnaissance de l'erg Ghebbi, prévenant la surprise et assurant la sécurité du groupement pendant son installation au bivouac.

« S'est distingué le lendemain, au combat de Kemkemia, par son réel mépris du danger en assurant avec ses partisans, sous le feu de l'adversaire, le ravitaillement en munitions des unités engagées. »

Service de santé

ARTHENAC Maurice, médecin-capitaine :

« Jeune et brillant médecin saharien qui joint à de hautes qualités professionnelles, une conscience, une valeur morale et un courage exceptionnels. A déjà participé à de nombreuses tournées sahariennes et à plusieurs engagements. S'est distingué le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, par sa calme bravoure et son profond mépris du danger. Sous un feu violent, a assuré les soins aux blessés puis leur transport ; quoique malade, a refusé de prendre du repos ; a suivi les plus graves blessés en avion sanitaire et dès son arrivée à la formation sanitaire, les a sauvés par des soins constants et éclairés. »

Service vétérinaire

SAPLAYROLLES Louis, vétérinaire sous-lieutenant :

« Jeune vétérinaire venu sur sa demande dans les territoires du Sud. Toujours volontaire pour faire partie des détachements de reconnaissance et de poursuites de djouh.

« A reçu le baptême du feu à Gara Aoufri ; le 12 mai, à Merdani, lors de l'attaque du bivouac par un groupe dissident, a courageusement accompli toutes les missions qui lui étaient confiées.

« A donné enfin toute sa mesure et a fait l'admiration de tous le 12 juillet, au combat de Kemkemia, en transmettant sous un feu violent les ordres du commandant du groupement aux unités attaquées. »

B. — Affaire du 13 juillet 1930 (Taguendoust)

38^e goum mixte marocain

LECOMTE Jean-Marie-Alphonse-François, lieutenant :

« Excellent officier d'affaires indigènes. Commande un goum très entraîné dont on est en droit d'attendre les plus beaux services. Le 13 juillet 1930, au cours d'un violent combat, a su déjouer toutes les tentatives d'un ennemi mordant qui cherchait à encercler son goum ; a, par l'habileté de ses dispositions, obligé les dissidents à rompre le combat. »

Maghzens

HADDOU ou AZIZI, moghazeni du maghzen d'Amougueur :

« Excellent moghazeni, modeste et sûr. Le 13 juillet 1930, a poursuivi un djich qui venait d'opérer à Tihidrine. L'ayant rapidement rejoint, l'a obligé à abandonner sa prise. Continuant la

« poursuite, s'est heurté avec son détachement à un fort parti dissident solidement installé dans la région d'Ou Aïssa. Rapidement encerclé, a soutenu pendant plus d'une heure une lutte inégale poussée jusqu'au corps à corps et au cours de laquelle il a été blessé. »

MOULAY M'HAMED ZEMMOURI, moghazeni du maghzen d'Amougueur :

« Moghazeni dont la bravoure au feu est connue de tous. Le 13 juillet 1930, dans la région d'Ou Aïssa, a fait preuve d'un courage et d'un sang-froid remarquables. S'est battu avec une énergie indomptable contre un fort parti dissident aux prises avec un corps à corps avec un groupe de moghazenis encerclé dans le lit de l'oued Ou Aïssa. A réussi avec quelques braves à progresser pied à pied, sous un feu nourri, à approcher l'ennemi et par son tir à bout portant à l'obliger à relâcher son étreinte. »

LARBI BEN MOHAMED, brigadier du makhzen d'Amougueur :

« Moghazeni d'élite, toujours volontaire pour les missions périlleuses. Le 13 juillet 1930, à Ou Aïssa, n'a pas hésité à s'élancer avec son groupe, sous un feu violent de l'ennemi, à l'assaut d'un parti dissident luttant corps à corps avec un groupe de moghazenis dans le lit de l'oued Ou Aïssa. A réussi en progressant pied à pied, sous une rafale de balles, à dégager des blessés et à occuper, malgré les efforts de l'ennemi, un mouvement de terrain auquel il s'est farouchement accroché bien que partiellement entouré, faisant ainsi preuve du plus parfait mépris du danger. »

MOHA ou SSOU, chef de fezza au maghzen de Tamagourt :

« Excellent chef de fezza, brave et dévoué. Au combat du 13 juillet 1930, vers Ksiret ou Barka, chargé de tenir l'importante position du Tizza Tiniezdarin, s'est parfaitement acquitté de sa mission en repoussant les infiltrations de l'ennemi dans sa direction, assurant ainsi la sécurité de tout le détachement combattant au pied du col. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec étoile de vermeil.

1^{er} A l'ordre de la division :

A. — Affaire du 12 juillet 1930 (Kemkemia).

3^e régiment étranger, compagnie montée

FLEURY Auguste-André, m^{le} 1615, adjudant :

« Chef de peloton d'une rare conscience, d'une belle autorité. Le 12 juillet, au combat de Kemkemia ; alors que les dissidents attaquèrent par surprise et arrosaient le bivouac de rafales meurtrières, a sauté sur l'une de ses mitrailleuses en ouvrant le feu à cent mètres et arrêtant le tir des assaillants. Par la suite a organisé et commandé le tir de son peloton obtenant une discipline de feu qui fut un des facteurs du succès. »

MAURER Walter, m^{le} 6808, caporal :

« Chef de pièce de mitrailleuse d'un courage tranquille et d'une grande énergie. Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, alors que le chef et les servants de la deuxième pièce étaient tués ou blessés par une rafale de l'ennemi autour de leur mitrailleuse enrayée, s'est précipité sur cette pièce, l'a ramenée en arrière, et sous le feu persistant l'a remise en état de tir. »

Compagnie saharienne du Ziz

DE BOISSIEU Pierre, lieutenant :

« Venu sur sa demande, d'un régiment de cavalerie, à une compagnie saharienne, toujours volontaire pour participer aux sorties nombreuses de cette unité. Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, après avoir, au milieu de ses hommes, assuré pendant deux heures la défense du secteur dont il avait la charge, a demandé à prendre part avec son peloton à pied, à une contre-attaque d'infanterie. Bel entraîneur d'hommes a été pour les sahariens, dans le mouvement en avant, un magnifique exemple d'audace, de sang-froid et de bravoure réfléchie. »

TALIB KHALIFA, sous-lieutenant :

« Officier indigène de premier ordre, réputé depuis longtemps pour sa bravoure et ses qualités manœuvrières. Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, il montra une fois de plus ses brillantes qualités de baroudeur. Il dirigea avec beaucoup de maîtrise le feu de son peloton, et arrêta les assauts des dissidents qui se replièrent en laissant sur le terrain des cadavres et des fusils. »

ITHIER André, m^{le} 401, sergent :

« Jeune sous-officier mitrailleur plein d'allant et de courage. S'est toujours fait remarquer par l'autorité qu'il exerce sur ses hommes à qui il communique le feu de son fanatisme. »

« Le 12 juillet 1930, au cours du combat de Kemkemia, au dépit du tir meurtrier auquel était soumis son groupe, il maintient dans celui-ci la plus grande discipline. Le tir bien ajusté de ses mitrailleuses, réglé avec le plus grand sang-froid, a contribué dans une large mesure à arrêter les assaillants et à les mettre en déroute. »

LOUISE André, m^{le} 400, sergent :

« Jeune sous-officier très énergique, animé du plus grand courage, par les judicieuses dispositions qu'il prend, par son allant et par son sang-froid, par l'activité qu'il déploie sur les lignes de feu et l'exemple qu'il donne, il contribue au succès de nos troupes le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia. »

Compagnie saharienne du Haut-Guir

FONQUERNE Justin, m^{le} 221, sergent-chef :

« Sous-officier brave et plein d'allant. Le 12 juillet 1930, au combat de Kemkemia, après avoir par son sang-froid et son calme maintenu la discipline sur la ligne de feu, est passé à la contre-attaque en entraînant sa section avec un élan splendide sous un feu très meurtrier et dans un terrain particulièrement difficile, a poursuivi l'ennemi, l'obligeant à abandonner plusieurs cadavres sur le terrain. »

ALLARD François, m^{le} 244, sergent :

« Excellent sous-officier qui a déjà fait ses preuves au groupe franc de Ksiba ; s'est distingué au combat de Kemkemia, le 12 juillet 1930. »

« Chargé avec sa section de contre-attaquer un ennemi nombreux et mordant, a entraîné avec un cran admirable ses sahariens et leur a donné un bel exemple de sang-froid, de bravoure et de mépris du danger. »

AMAR OULD BRAHIM, m^{le} 90, 1^{re} classe :

« Vieux saharien qui a donné de multiples preuves de sa bravoure. Au cours du combat de Kemkemia, le 12 juillet, s'est particulièrement distingué par son courage et son grand mépris du danger. »

« Alors qu'un groupe de dissidents avait réussi à s'infiltrer jusqu'à quelques mètres de la section J.D. les a, par son tir ajusté, obligé à s'enfuir, tuant un dissident dont le cadavre est resté entre nos mains. »

MUHAMMED BEN LAKDAR, m^{le} 192, 2^e classe :

« Saharien admirable d'entrain et d'endurance. Le 12 juillet 1930, au moment de la contre-offensive lancée contre l'ennemi qui avait attaqué le bivouac de Kemkemia, s'est précipité en avant de ses camarades les entraînant par son mépris du danger. Blessé au bras, a continué la poursuite, donnant à tous un bel exemple de courage. »

(A suivre)

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION**

portant constitution de la « Société coopérative
d'élevage de la région de Rabat ».

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1347) sur le crédit agricole mutuel, modifié le 15 novembre 1925 et le 6 décembre 1930 ;

Vu l'arrêté viziriel du 12 mai 1923 (16 ramadan 1347) pris en exécution du dahir précité ;

Vu le dossier déposé à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pour autorisation de

constituer, conformément au dahir susvisé et sous le nom de « Société coopérative d'élevage de la région de Rabat », une société coopérative agricole ayant pour objet de grouper les éleveurs, d'organiser des concours d'animaux, d'acheter des reproducteurs et d'homogénéiser la production animale ;

Vu l'avis favorable émis par le directeur général des finances, dans sa lettre n° 3080 F.A. du 23 décembre 1930,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la constitution de la société coopérative agricole dite « Société coopérative d'élevage de la région de Rabat », dont le siège social est à Rabat.

Rabat, le 27 décembre 1930.

LEFÈVRE.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P.T.T
portant création d'une agence postale de 2^e catégorie
à La Jacqueline (km. 59 de la route de Rabat-Marchand).**

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET
DES TÉLÉPHONES, Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du 7 novembre 1930 portant création d'une agence postale de première catégorie à La Jacqueline (kilomètre 59, route de Rabat à Marchand) ;

Considérant que, pour des raisons d'ordre technique, l'agence postale de La Jacqueline ne peut, pour le moment, être ouverte aux services téléphonique et télégraphique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté du 7 novembre susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes.

ART. 2. — Une agence postale de 2^e catégorie est créée à La Jacqueline (kilomètre 59 de la route de Rabat-Marchand), à partir du 27 novembre 1930.

ART. 3. — Cet établissement participera :

1^o Aux opérations postales énumérées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} mai 1930 ;

2^o Au service des mandats-poste ordinaires ne dépassant pas 2.000 francs.

ART. 4. — La gérance de cet établissement donnera lieu au paiement d'une indemnité mensuelle de 350 francs.

ART. 5. — La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits du chapitre 53, article 1^{er}, paragraphe 12 de l'exercice 1930.

Rabat, le 28 novembre 1930.

DUBEAUCLARD.

**ARRÊTÉ DU CHEF DU SERVICE DU CONTRÔLE CIVIL
DU 29 DÉCEMBRE 1930**

fixant le taux de l'indemnité pour entretien de monture allouée aux chefs de makhzen et mokhazenis montés du service du contrôle civil pendant le 1^{er} semestre 1931.

LE CHEF DU SERVICE DU CONTRÔLE CIVIL,

Vu l'article 8 de l'arrêté résidentiel du 7 mai 1930 portant réorganisation du corps des chaouchs et mokhazenis du service du contrôle civil ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 1930 fixant l'indemnité pour entretien de monture allouée aux chefs de makhzen et mokhazenis, pendant le deuxième semestre 1930,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité pour frais d'entretien de monture allouée aux chefs de makhzen et mokhazenis montés du service du contrôle civil, est fixé ainsi qu'il suit, pour le premier semestre de 1931 :

1 ^{re} zone.....	1.020 fr.
2 ^e zone.....	900
3 ^e zone.....	780

Cette indemnité s'acquiert par sixième et le versement en est opéré tous les mois.

ART. 2. — Les différents postes auxquels sont affectés les chefs de makhzen et mokhazenis montés du service du contrôle civil sont répartis comme ci-dessous, entre les trois zones prévues à l'article premier du présent arrêté.

- 1^{re} zone : Berguent, Taourirt, Debdou, El Aïoun, région de Marrakech, Mogador ;
 2^e zone : Fès, Meknès, Kénitra, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Oujda, Berkane, Taforalt, Martimprey ;
 3^e zone : Tous les postes non compris dans les première et deuxième zones, à l'exception du contrôle civil des Beni Guil (Figuig-Tendrara).

ART. 3. — Le makhzen des Beni Guil conserve son régime spécial.

Rabat, le 29 décembre 1930.

CONTARD.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres de djemâa de fraction de la région de Fès.

Par arrêté du général commandant la région de Fès, en date du 18 décembre 1930, les pouvoirs des membres de djemâa de la région de Fès, actuellement en fonctions, sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1933, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Sont nommés membres de djemâa de fraction les notables dont les noms suivent :

CERCLE DU HAUT-OUERRA

Tribu des Senhaja de Chems

Fraction des Gueznaïa : Si Jaffar Semlali, en remplacement de Mohamed ben Lahcen, décédé.

CERCLE DU MOYEN-OUERRA

Tribu des Beni Brahim

Fraction M'Chaa : Mohamed ben Madani, en remplacement de Hamidou ben Ahmed, décédé.

Fraction Nokla : Mohamed ould M'Hamed bou Hassina, en remplacement de Mohamed ben Larbi Sammoun, décédé.

Fraction Ouled Salah : Mohamed ben Mountasser, en remplacement de Si Dahbi el Moudden, décédé.

Tribu Beni Melloul

Fraction El Azaïb : Ahmadou ould Si Mohamed Deraoui, en remplacement de Amar ben M'Hamed, décédé.

Tribu Oulad Kacem

Fraction Beni Feddine : Ali ould Ali ben Hamou, en remplacement de Si Mohamed Laouzi, décédé.

Tribu des Sless

Fraction Beni Hellal : Mohamed el Haymani, en remplacement du cheikh Si Mohamed ben Si Ali ben Jelloul, décédé.

Fraction de El Ksil : Si Ahmed ould Si Amar, en remplacement de Mohamed ben M'Feddel, décédé.

Fraction des Oulad Hamou : Bouchta Loukili, en remplacement de Si Touhami ben Ali, décédé ; Si Mohamed ben Sefia, en remplacement de Ahmed ben Mohamed, décédé.

Fraction de Khandek : Bouchta Mellouk, en remplacement de Si Mohamed ben Kacem, décédé.

Fraction Ourtzar : Mohamed ben Amar, en remplacement de Si M'Feddel Hammidi, décédé.

Tribu des Fichlala

Fraction d'El Bouar : Si Mohamed ben M'Rabet, en remplacement de Abdeselem ben M'Rabet, décédé ; Brahim ben Kherroubi, en remplacement de Abderrahman ben Kherroubi, décédé ; Mohamed ben Abdalkader, en remplacement de Si Ali ben Kaddour, décédé.

Fraction des Haddaoua : Bouchta ben Ali, en remplacement de Aboud er Remmadi, décédé.

Fraction Oultazra : Khammar ould Si M'Hamed, en remplacement de Si Ahmed ould Si M'Hamed, décédé.

Fraction de Zaouïa : Moulay Ali ben Koth, en remplacement de Mokaddem Moulay Sediq, décédé.

Tribu des Jala

Fraction Beni Zid : Hamidou Bou Tayeb, en remplacement de Hamidou Bouchaïb, décédé.

Fraction des Beni M'Hamed : Fedhil ben Amar, en remplacement de Mohamed ben Kacem, décédé.

Fraction des Oulad Guilane : Si Mohamed ben Amar, en remplacement de Si Mohamed ben Ahmed, décédé.

CERCLE DE SEFROU

Tribu de Bahli

Fraction des Aït Faska ou Sheb R'Mel, Aït Youssef, Aït Yahia ou Youssef, Aït Taleb, Aït Debbab, et Mezdra ed Jorf : Hammou ould Hto Akka, en remplacement du cheikh Alla ou Haddou Alla ; Aomar ou L'Haj, en remplacement de Alla ou Haddou, décédé.

Fraction de Mezdra Souk et d'Azzaba-Chadka : cheikh Lahcen ben Bou Tayeb, en remplacement de Ben Naccur ben Larbi, décédé.

Fraction d'El Ouata : Bouchaïb ben Bouchaïb, en remplacement de Ali ou Chafeb, décédé.

Fraction des Aït Ali ou Beki, Aït Ouahi : Ali ou Rami, en remplacement de Ben Razi : Mohand ou Alla, en remplacement de El Hassine ou L'Haj.

Fraction des Aït Hammi et Haïnajen : cheikh Lahcen ou Tayeb, en remplacement du cheikh Omar ou Lahcen ; Mimoun ould L'Aloua, en remplacement de Mohand ou Alla Ameziane, décédé.

Fraction de Kechata : Lahcen ou Raho, en remplacement de Lahcen ben Mohamed Yahia, décédé.

Fraction de Kasbah : Dahmane Layachi, en remplacement de Haddou Messaoud, décédé.

Fraction d'El Khandek : Moulay L'Kebir, en remplacement de Mohamed ben Azzouz, décédé.

Tribu des Beni Yazra

Fraction de M'Ternara : Si Amoud el Amiri, en remplacement de Pessaine ben Ali el Amiri, décédé.

Tribu des Aït Youssi de l'Amekla

Fraction des Aït Makhlof et Aït Aïssa : Haddou ben Raho, en remplacement de El Hocine ou Saïd, décédé.

Fraction des Aït Kais, Haïnajen, Beni Alaham : Mimoun ou Larbi, en remplacement de Bezzouk ou Lahcen ou L'Haj, décédé.

Fraction des Aït Fringo : Saïd ou Ali N'aït Amar, en remplacement de Raho ou Abdemalek.

Fraction des Aït Rebaa et Aït Aïssa ou Lahcen : Mohand ou bel Lahcen, en remplacement de Saïd ou Lahcen, décédé.

Fraction des Aït Halli : Mohand ou Haddou, en remplacement de Ali ou Ahmed, décédé.

Fraction des Aït Kandar (Rouda) : Si Ali bel Haj, en remplacement de Abdeladi ben Doua, décédé.

Tribu des Aït Serrouchen d'Immouzer

Fraction des Hajaj : Mohand Assarahoui, en remplacement de Hammou ou Ichou, décédé.

Fraction des Aït Bouziane, Aït Salah, Aït Lahcen ou Hassaine : Haddou ou L'Hocine, en remplacement de Ali ou Rami, décédé ; Hammou Boutaline, en remplacement de Touhami ben Taleb Amar, décédé ; Mohand Lahoussine, en remplacement de Mohamed ou Saïd, décédé.

Tribu des Aït Youssi d'Engil

Fraction des Aït ben Moussa : Hammou ou Kassou, en remplacement de El Mekki.

Tribu des Aït Youssef du Guigou

Fraction des Aït Hamza : Lahcen ben Haddou Larabi, en remplacement de Haddou ben Ali.

Tribu des Aït Serrouchen de Sidi Ali

Fractions des Aït Saïd, Peni Graïm, Aït Chaïb : Mohamed ou Youssef, en remplacement de Alla Skouri ; Ali ou Hammou Chaïbi, en remplacement de Saharaoui.

Fraction des Idrassen : Lahoussin ou Haddou, en remplacement de Moulay Ali ; Abdellah ou Mohamed, en remplacement de Mohand Haddou ; Sidi Hammou, en remplacement de Mohand ou Ali.

Fraction des Aït Ahmed : Ahmed ou Lahcen, en remplacement de Lhassen ben Ali ; Mohamed ou Taleb Saïd, en remplacement de Saïd ou ben Aïnou.

Fraction des Aït Abdallah : Mohamed ou ben Lahcen, en remplacement de Ouqada ; Lahcen Aberrarej, en remplacement de Raho Almissi ; Saïd Achaari, en remplacement de Hammou ben Ali.

Fraction des Aït Serrouchen de Tagnaneit : Abdellah ou Ali, en remplacement de Mohand ou Ali.

Fractions des Aït Mohand et Aït Sebba de Boulemane : Bahou ou Lahaj, en remplacement de Hammou N'Aïcha ; Ouqda, en remplacement de Cheikh Mohand.

CERCLE DU LOUKKOS

Fraction des Aït Roboa : Bouchta ben Mohamed, en remplacement de Sellam ould Ahmed ben Abdeslam, décédé.

Tribu des Rhouna

Fraction des Felahna : Si Mohamed ould Moqqadem, en remplacement de Si Mohamed Senaa, décédé ; Sellam ben Kacem, en remplacement de Si Mohamed Mellouri, décédé.

Tribu des Khlott

Fraction de Ahmed ben Guernoun : Si Bouselham Mesloh, en remplacement de Abdeslam ben Rahla, décédé.

Fraction de Jelloul ben Bouselham : Bouselham ben Allal, en remplacement de Kacem ben Rahma, décédé.

CERCLE DE ZOUMI*Tribu des Beni Mestara*

Fraction El Johra : Thami ben el Haj, en remplacement de Mohamed ben Sellam, décédé.

Tribu des Sella

Fraction de Mesker : El Moktar ben el Khammar, en remplacement de El Khammar ben el Khammar.

Fraction de El Haït : Ahmed ould Larbi bel Haj, en remplacement de Si Abdesselam ould Larbi ben Haj.

Fraction Masdar : Abdesselam ben Driss, en remplacement de Moulay Tahar ben Ali.

Tribu des Beni Mesquilda

Fraction Dar el Oued : Lhassen ould Amar bel Mohdi, en remplacement de Si Mohamed ben Ahmed ben Ahmidou ; Ahmed ben Ahmed faiti, en remplacement de Ahmed ould Tahir ben Tahir.

Fraction Beni Rbia : Larbi ould Lhassen bel Yazri, en remplacement de El Khammar ould Haj Abdesselam ben Mohamed ; Si Mohamed ould Si Ahmed ben Si Tayeb, en remplacement de Ahmed ould Si Taïeb ben Lahcene.

RENOUVELLEMENT**des pouvoirs des membres de djemâa de fraction des tribus du contrôle civil de Fès-banlieue.**

Par arrêté du général, commandant la région de Fès, en date du 18 décembre 1930, les pouvoirs des membres des djemâas de fraction du contrôle civil de Fès-banlieue, actuellement en fonctions, sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1933, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Sont nommés membres de djemâa de fraction les notables dont les noms suivent :

Tribu des Oulad Jemâa

Fraction El Oalga : Mohamed ben Ahmed, en remplacement de Dris ould Haj Kaddour, démissionnaire ; Jilali ben Allal, en remplacement de Ahmed ben Haj Kacem, décédé ; Abdesselam ben Jilali, en remplacement de Slimane ben Slimane, décédé ; Ahmed ben Jilali, en remplacement de Jilali ben Dris, décédé ; El Khamar ben Saïch, en remplacement de Si Mohamed ben Allal, décédé.

Fraction Traïma : Ahmed Zreoue, en remplacement de Si Mohamed bel Haj, décédé.

Fraction El Oggor : Kaddour ben Houssine, en remplacement de Hamou el Yamani, décédé ; Mohamed ben Hamou, en remplacement de Abderrahmane ben Homane, décédé.

Tribu des Lemla

Fraction Sendan : cheikh Sellam er Rifi, en remplacement de Mohamed bel Haj, décédé ; Ahmed ben Aïssa, en remplacement de Allal ben Aïssa, décédé ; Mohamed ben Allal, en remplacement de Allal Mohamed, décédé.

Fraction Beni Oqba : Abdelkader ben Fellah, en remplacement de Si Larbi el Aïdi, démissionnaire ; Dris bou Hafs, en remplacement de Allal ben Thami, démissionnaire ; Mohamed el Gao, en remplacement de Mohamed bel M'Haji, démissionnaire ; Kacem el Kheressi, en remplacement de Mohamed bou N'Gah, démissionnaire.

Tribu des Seïda

Fraction Oulad Gnanâ : Bouchta ben Jelloul, en remplacement de Si Mohamed ben Hamou, démissionnaire ; Mansour ben Aïssa, en remplacement de Si Ahmed ben Abid, démissionnaire ; Dahman ben Raho, en remplacement de Si Ahmed ben Qaddour, démissionnaire.

Fraction Oulad Bousalah : Mohamed ben Aïssa, en remplacement de Si Ahmed ben Dris, démissionnaire ; Abdelmalek Omar, en remplacement de Si Mohamed ben Hasna, décédé ; Bouchta Rissi, en remplacement de Ben Aïssa ben Lakhdar, démissionnaire.

Fraction Oulad Khalifa : Khiris ben Hamadi, en remplacement d'El Khadir ben Hamadi, démissionnaire ; Mbarek ben Lakhdar, en remplacement de M'Kadelem Bouchta ben Mokhtar, démissionnaire ; Abdelkader ben Lakhdar, en remplacement de Homad ben M'Barek, décédé.

Tribu des Oulad el Haj du Saïs

Fraction Oulad Dahou : Bouchta ben Jilali, en remplacement de Si Mohamed ben Jilali, démissionnaire.

Fraction Oulad Mansour : Mohamed ben Lekbir, en remplacement du cheikh Jilali ould Meriem, décédé.

Tribu des Aït Ayach

Fraction Aït Ouiddane : Ben Aïssa ben Khachou, en remplacement d'El Haboub ben Haddou, décédé ; Dris ben Mohamed, en remplacement de Boukharsa ben Mohamed, démissionnaire ; Dris ben Ali, en remplacement de Mimoun ben Bouziane, décédé ; Mimoun ben Haddou, en remplacement d'El Hossine ben Hassane, décédé ; Smail Anjrom, en remplacement de Raho ben Mellouk, démissionnaire.

Tribu des Cherorda

Fraction Doublat : Ahmed bel Houssine, en remplacement du cheikh Dris bel Khalifat, démissionnaire ; Abdallah ben Lhoussine, en remplacement d'Ahmed bel Houssine, démissionnaire ; Mohamed ben Saïd, en remplacement de Saïd ben Lachemi, démissionnaire ; Mohamed ben Ali, en remplacement d'El Fkir Hamida ben Ali, décédé.

Fraction Oulad Dris : Lhoussine Boukhaïra, en remplacement d'Abdelkader ben Abdelkader, décédé ; Miloud ben Chaabane, en remplacement de Hamicha ben Assou, démissionnaire ; Hassane ben Salem, en remplacement d'El Hossine ould Brahim, démissionnaire ; Lhassen ben Mohamed, en remplacement de Si Mohamed el Khalti, démissionnaire.

Fraction Doui Menia et Aït Skatto : Messaoud ben Abderrahman, en remplacement d'El Haj bel Khamar, démissionnaire.

Tribu des Oulad el Haj de l'oued

Fraction Ouled Daoud : Homad ben Kaddour, en remplacement de Mohamed ben Abdelkrim, démissionnaire ; Mohamed ben Ziane, en remplacement de Mohamed bel Kebir, démissionnaire ; M'Hamed

ben Abdelkrim, en remplacement de Mohamed bel Haj Bouchta, décédé ; Mohamed ben Tahar, en remplacement de M'Kaddem Bouziane, démissionnaire ; Kaddour bel Haj Ali, en remplacement de Kaddour bel Razaoui, démissionnaire.

Fraction Oulad Youssef : Mohamed ben Bouazza, en remplacement de Dahmane ben Moussa, démissionnaire ; Amrane ben Ali, en remplacement de Si Mohamed ben Jedaa, décédé ; Ahmed ben Abdallah, en remplacement de Si Mohamed ben Aqqa, démissionnaire ; Dris ben el Mehdi, en remplacement de Mehdi ben Hamou, décédé ; Bouchta ben Bousselhame, en remplacement de Si Mohamed ben Bousselhame, démissionnaire ; Mohamed ben Qorra, en remplacement de Si Mohamed ben Taïeb, décédé.

Tribu des Homyane

Fraction des Ouad M'Barek : Mohamed ben Ahmed, en remplacement de Mohamed ben Homane, démissionnaire ; Homad Boujemaâ, en remplacement de Homad ben Meriême, démissionnaire ; Fkir el Neydoub, en remplacement de Ahmed bou Mediane, démissionnaire ; Larbi ben Dris, en remplacement de Sellam ben Malek, démissionnaire ; Bouchta ben Ahmed, en remplacement d'El Housine el Kariani, démissionnaire ; Hadim ben Homada, en remplacement de Mohamed Akcha, démissionnaire.

Fraction Oulad Hlal : Abdelouahab bel Haj Kaddour, en remplacement de Si Mohamed el Aïnou, démissionnaire.

Tribu des Beni Sadden

Fraction Aïl Iniou : Lahsen ben Rahou, en remplacement de Mohamed ou Akka labri, démissionnaire ; Allal ben Idir, en remplacement d'El Fdil ben Rahou, démissionnaire ; Mohamed ben Ali, en remplacement d'Ahmed ben Akka, démissionnaire.

Fraction Aïl Slimane : Mohamed ben Saïd, en remplacement de Raho ben Lahboub, démissionnaire.

Fraction Aïl Mezala : Lhoussine ben Mohamed, en remplacement d'El Razi el Bartali, démissionnaire ; Bouchta ben Lahsen, en remplacement de Lahsen ben Bou Ali Al Mimouni, démissionnaire.

Tribu des Oudaya

Fraction Oulad Mbarek : Bouazza ben Hiba, en remplacement de Bouchta ben Taïb, décédé.

Fraction Ahl Sous : Allal ben Charki, en remplacement de Maati Houïni, démissionnaire.

Fraction Meknassa : Allal ben Aïssa, en remplacement du cheikh Kaddour Raggani, démissionnaire ; Dris ben Mohamed, en remplacement de Kaddour ben Amara, décédé ; Dris ben Kaddour, en remplacement d'El Hassine ben Kaddour, décédé.

Fraction Oulad Nacer : Ahmed ben Allal, en remplacement de Allal ben Larbi, démissionnaire.

AUTORISATION DE CAUTION

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale de la République française au Maroc, en date du 2 janvier 1931, le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, société anonyme dont le siège social est à Alger, 8, boulevard de la République, a été autorisé à se porter caution personnelle et solidaire des titulaires de marchés de l'Etat marocain ou des municipalités, en ce qui concerne le cautionnement définitif, dans les conditions fixées par la circulaire du 16 juin 1930 (B.O. du Protectorat du 27 juin 1930, p. 770).

AUTORISATIONS D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 2 janvier 1931, l'association dite : « La Boule Settati », dont le siège est à Settati, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 2 janvier 1931, l'association dite : « Union des Russes du Maroc », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT

Par arrêté résidentiel en date du 19 décembre 1930, et par application de l'arrêté résidentiel du 4 novembre 1930 :

M. RAHAL OMAR BEN BOUMEDIENE, commis-interprète de 2^e classe du service du contrôle civil, est reclassé commis-interprète de 3^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1929 (ancienneté du 1^{er} octobre 1928), et promu commis-interprète de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} décembre 1930 ;

M. SNOUSSI MOSTEFA BEN DERROUTCHE, commis-interprète de 5^e classe du service du contrôle civil, est reclassé commis-interprète de 4^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1929 (ancienneté du 1^{er} mars 1928), et promu commis-interprète de 3^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1930 ;

M. SOUFI ABDERRAHMAN, commis-interprète de 7^e classe du service du contrôle civil, est reclassé commis-interprète de 6^e classe, à compter du 1^{er} février 1930.

* * *

Par arrêté résidentiel en date du 19 décembre 1930, M. PIETRI François-Jules-Thomas, candidat admis à un emploi réservé de commis, est nommé commis de 3^e classe du service du contrôle civil, à compter du 1^{er} novembre 1930 (emploi réservé).

* * *

Par arrêté résidentiel en date du 19 décembre 1930, est acceptée à compter du 1^{er} janvier 1931, la démission de son emploi offerte par M. LUCET Georges, commis principal hors classe du service du contrôle civil.

* * *

Par arrêté du procureur général près la cour d'appel de Rabat, en date du 26 novembre 1930, M. SODINI Jean, avocat stagiaire, est autorisé à accomplir un stage comme attaché au parquet et aux cabinets des juges-rapporteurs du tribunal de première instance de Casablanca, à compter du 1^{er} décembre 1930.

* * *

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 22 novembre 1930 :

MM. AGOSTINI Antoine, contrôleur-rédacteur principal des douanes de 1^{re} classe ;

VIC Jean, contrôleur-rédacteur principal des douanes de 1^{re} classe ;

BRENGUIER Paul, vérificateur principal des douanes de 1^{re} classe,

admis aux épreuves du concours professionnel du 16 juin 1930, sont nommés inspecteurs de 1^{re} classe (2^e échelon), à compter du 1^{er} novembre 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 9 décembre 1930, et par application des dispositions du dahir du 27 décembre 1924 :

M. LACORRE Georges, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} octobre 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 4 juillet 1929 au point de vue de l'ancienneté (14 mois et 27 jours de service militaire obligatoire) ;

M. AIGLON Louis, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} août 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 10 février 1929 au point de vue de l'ancienneté (17 mois et 21 jours de service militaire obligatoire) ;

M. SARAMITO Fernand, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} avril 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 11 octobre 1928 au point de vue de l'ancienneté (17 mois et 20 jours de service militaire obligatoire) ;

M. RÉGALDIE Gaston, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} avril 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 3 octobre 1928 au point de vue de l'ancienneté (17 mois et 28 jours de service militaire obligatoire) ;

M. VENTAJOU Joseph, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} avril 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 30 décembre 1928 au point de vue de l'ancienneté (15 mois et 1 jour de service militaire obligatoire) ;

M. GRAS Daniel, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} janvier 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 8 janvier 1929 au point de vue de l'ancienneté (11 mois et 23 jours de service militaire obligatoire);

M. LAUGA Joseph, conducteur des travaux publics de 4^e classe du 1^{er} août 1930, est reclassé conducteur de 4^e classe, à compter du 7 février 1929 au point de vue de l'ancienneté (17 mois et 24 jours de service militaire obligatoire).

* * *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 20 décembre 1930, M. THOMAS Céselin, instituteur de 4^e classe pourvu du brevet élémentaire, en résidence à Chemellier (Maine-et-Loire), est nommé instituteur de 4^e classe dans les cadres de l'enseignement public chérifien, à compter du 1^{er} novembre 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur des eaux et forêts, en date du 18 décembre 1930, sont nommés gardes stagiaires des eaux et forêts du Maroc :

MM. ROUSSEAU Georges, à compter du 16 novembre 1930 ;
 MANIÈRE Louis, à compter du 16 novembre 1930 ;
 LEFÈVRE Robert, à compter du 1^{er} décembre 1930 ;
 DEBALCHE Antoine, à compter du 1^{er} décembre 1930 ;
 DONNELIER Adrien, à compter du 1^{er} décembre 1930.

* * *

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, en date du 11 décembre 1930, est acceptée, à compter du 1^{er} janvier 1931, la démission de son emploi offerte par M. BAS Auguste, commis principal de trésorerie de 1^{re} classe à la recette du Trésor de Casablanca.

* * *

Par arrêté du directeur des douanes et régies, en date du 5 décembre 1930 :

MM. LESCOURET Paul, contrôleur de 1^{re} classe ;
 GIACOBBI Annibal, contrôleur de 3^e classe,
 admis aux épreuves du concours des 24, 25 mai et 30 octobre 1930, sont nommés vérificateurs de classe unique, à compter du 1^{er} novembre 1930 ;

M. SUSINI Jacques, préposé-chef de 6^e classe, est confirmé dans son emploi à compter du 16 décembre 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 8 octobre 1930, sont promus :

(à compter du 1^{er} novembre 1930)

Topographes principaux hors classe

MM. BERNARD Joseph, BONAMY Jean et ROQUES Antoine, topographes principaux de 1^{re} classe.

Topographe principal de 1^{re} classe

M. SALICETI Joseph, topographe principal de 2^e classe.

Topographe de 1^{re} classe

M. BRUS Lucien, topographe de 2^e classe.

(à compter du 1^{er} décembre 1930)

Topographes principaux hors classe

MM. COGNIE Théophile et OLIVIER Jean, topographes principaux de 1^{re} classe.

Topographes de 1^{re} classe

M. GUINDON Joseph et SAUVAIRE Léopold, topographes de 2^e classe.

Topographes de 2^e classe

M. PENNETEAU Louis, topographe de 3^e classe.

Dessinateur principal de 3^e classe

M. OUSTRY Hubert, dessinateur de 1^{re} classe.

(à compter du 16 décembre 1930)

Ingénieur topographe de 1^{re} classe

M. TOULLIEUX Adrien, ingénieur topographe de 2^e classe.

Dessinateur principal de 2^e classe

M. MATTEI Jean, dessinateur principal de 3^e classe.

* * *

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 22 décembre 1930, sont nommés topographes adjoints de 3^e classe, les élèves-topographes auxiliaires dénommés ci-après :

(à compter du 16 novembre 1930)

MM. LABROUCHE Alfred, COUSTON Pierre et LEROY Guy (à défaut de pensionnés de guerre et d'anciens combattants);

(à compter du 1^{er} décembre 1930)

MM. BERNARD Daniel, DESCHAMPS Roger, VIDAL Maurice et PAUME Xavier ;

(à compter du 16 décembre 1930)

MM. LECOCC Paul et DUPOUY Jean.

* * *

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 24 novembre 1930, M. NICOLLE Louis (ancien combattant), inspecteur auxiliaire à l'identification générale à Rabat, est nommé inspecteur stagiaire de l'identification générale, à compter du 1^{er} novembre 1930.

* * *

Par arrêté du chef du service du budget et du contrôle financier, en date du 19 décembre 1930, M. PARAIRE Honoré, commis principal hors classe, est promu, sur place, commis principal de classe exceptionnelle, à compter du 1^{er} avril 1930.

PROMOTIONS

réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928 attribuant aux agents publics des bonifications et majorations d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

Trésorerie générale du Protectorat

NOMS ET PRÉNOMS	NOUVEAUX GRADES ET CLASSES	DATE DE DÉPART D'ANCIENNETÉ
		DANS LA CLASSE
MM. LE BIHAN Pierre	Commis principal de 3 ^e classe	23 octobre 1928
FOUQUET Buenos-Ayres	Commis principal de 3 ^e classe	6 mai 1929
GILIBERT Louis	Commis de 1 ^{re} classe	21 mars 1928
FIANDINO Sylvain	Commis de 1 ^{re} classe	23 septembre 1929

COMpte-RENDU

fourni par les directions générales, directions et services, au sujet des emplois réservés attribués aux pensionnés de guerre et anciens combattants pendant l'année 1930 (application des dispositions des articles 8 et 9 de l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922).

Au cours de l'année 1930, les différentes administrations figurant au tableau annexé au dahir du 30 novembre 1921, ont réservé aux bénéficiaires des dispositions de ce texte un certain nombre d'emplois prévus aux décisions du secrétaire général du Protectorat en date des 30 décembre 1929 et 2 janvier 1930.

Le tableau ci-dessous donne le chiffre total des emplois ainsi réservés.

DÉSIGNATION DES SERVICES	NATURE DES EMPLOIS	NOMBRE DE PLACES ATTRIBUÉES AUX PENSIONNÉS DE GUERRE, A CERTAINS ANCIENS COMBATTANTS ET A DES VEUVES DE GUERRE.
I. — RÉSIDENCE GÉNÉRALE.		
<i>Secrétariat général du Protectorat</i>		
Service du contrôle civil	Commis	10
Service de l'administration générale	Commis	1
Service de sécurité :		
a) Police générale	Rédacteur	1
	Commissaires de police	2
	Secrétaire ou inspecteur-chef de police	2
b) Administration pénitentiaire	Commis	1
	Surveillants ordinaires	3
	Surveillante ordinaire	1
c) Identification générale	Inspecteur-chef	1
	Inspecteur sous-chef	1
	Inspecteurs	3
Imprimerie officielle	Commis	1
II. — JUSTICE FRANÇAISE.	Commis-greffiers	5
III. — GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN.		
<i>Direction générale des finances</i>		
Service du budget	Commis	6
Douanes et régies	Préposés-chefs	11
	Agents du cadre principal des régies	3
Perceptions	Collecteurs	5
<i>Direction générale des travaux publics</i>	Sous-lieutenant de port	1
	Agents techniques	5
	Commis	8
	Dame dactylographe	1
	Gardes maritimes	2
	Chef cantonnier	1
<i>Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.</i>		
Services de la direction générale	Chef de pratique	1
	Commis	3
Conservation foncière	Rédacteur	1
	Commis	4
	Dame dactylographe	1
<i>Direction des affaires chérifiennes</i>	Commis	1
<i>Direction des eaux et forêts</i>	Commis	1
	Gardes stagiaires	6
Service topographique	Commis	5
<i>Direction générale de l'instruction publique</i>	Rédacteur	1
	Commis	1
<i>Direction de la santé et de l'hygiène publiques</i>	Infirmiers	7
<i>Office des postes, des télégraphes et des téléphones</i> ..	Commis	3
	Facteurs	11 (1)

(1) Au nombre des candidats admis au concours en 1930 se placent quatre candidats pupilles de la nation et un ancien combattant qui a demandé un sursis à sa nomination ; une candidate pupille de la nation a été également admise au concours

Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de décembre 1930

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE au 1/200,000	Désignation du point pivot	Repérage du centre du carré	Categorie
4326	8 décem. 1930	Société financière franco-belge de colonisation, « Financo », 66, rue Royale, Bruxelles.	Ouezzane (E)	Axe de symétrie de la face ouest du corps principal de la gare de Had Kourt.	7.000 ^m E. et 1.000 ^m S. 1.000 ^m N. et 1.000 ^m O.	IV IV
4327	id.	id.	id.	id.		
4328	id.	Société d'études, de recherches et d'exploitations minières, 36, boulevard Haussmann, Paris.	Marrakech-sud (E)	Marabout S ⁱ M'barek.	4.800 ^m S. et 3.400 ^m O.	II
4329	id.	Société financière franco-belge de colonisation « Financo », 66, rue Royale, Bruxelles.	Ouezzane (E)	Axe de symétrie de la face ouest du corps principal de la gare de Had Kourt.	2.000 ^m N. et 4.000 ^m O. 5.000 ^m S. et 6.000 ^m E.	IV IV
4330	id.	id.	id.	id.		
4331	id.	De Brun Robert, boîte postale 34, Marrakech.	Marrakech-sud (O)	Centre du pont à 9 arches sur l'oued Ouirgane, route d'Asni à Tagadirt N'Bourd.	2.000 ^m N. et 2.000 ^m E.	II
4332	id.	Bureau de recherches et de participations minières, rue de Volubilis, Rabat.	Ouezzane (E)	Axe de la borne du croisement des pistes Had Kourt-Ouezzane et Had Kourt-Aïn Defali.	5.300 ^m N. et 2.600 ^m E.	IV
4333	id.	id.	id.	Intersection des axes du pont de la piste Had Kourt-Aïn Defali, sur l'oued Ziem.	7.900 ^m N. 3.900 ^m N. et 2.100 ^m E. 3.900 ^m N. et 1.900 ^m O.	IV IV IV
4334	id.	id.	id.	id.		
4335	id.	id.	id.	id.		
4336	id.	Société d'études, de recherches et d'exploitations minières, 36, boulevard Haussmann, Paris.	Marrakech-sud (E)	Marabout S ⁱ Mbarek	800 ^m S. et 4.600 ^m E. 800 ^m S. et 600 ^m E.	II II
4337	id.	id.	id.	id.		
4338	id.	id.	id.	Marabout S ⁱ Md ou Saïd.	3.600 ^m S. et 1.800 ^m O.	II
4339	id.	id.	id.	id.	2.200 ^m S. et 2.200 ^m E.	II
4340	id.	id.	Télouet (O)	Marabout de la Z ^a S ⁱ Rahal.	3.700 ^m S. et 6.200 ^m O.	II

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES RAYES
pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
3804	Reyboubet	Chichaoua (E)
3805	Société des carrières marocaines	id.
3806	id.	id.
3807	id.	id.
3832	Bouessée	Ka Goundafa (O)
3844	Salvador	Casablanca (O)
2930	Laboussine Adj Demnati	Marrakech-sud (E)
2932	id.	id.
2934	Desvages	id.
2935	Duboscq	Marrakech-nord (O)
2937	Bechara Fouad	id.
2938	Planel Louis	Oued Tensift (E)
2939	id.	id.
2940	id.	id.
2941	id.	id.
2787	Perchol Claude	Debdou (E)
4222	Bureau de recherches et de participations minières	id.
4223	id.	id.
4224	id.	id.
4225	id.	id.
2458	Société anonyme des mines de Bou Arfa	Tamleit (E)
2460	Société minière et métallurgique de Penarroya	Oujda (E)

ADDENDUM

au « Bulletin officiel » n° 949 en date du 2 janvier 1931, page 19.

CREATIONS D'EMPLOI

Après : Service des domaines ;

Ajouter :

Service des perceptions
(services extérieurs)

- 1 emploi d'inspecteur ;
- 4 emplois de chef de service ;
- 18 emplois de commis ;
- 12 emplois de collecteur ;
- 3 emplois de commis d'interprétariat.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Souk el Arba du Gharb

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Souk el Arba du Gharb, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 12 janvier 1931.

Rabat, le 30 décembre 1930.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Casablanca (1^{er}, 2^e et 5^e arr.), pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 19 janvier 1931.

Rabat, le 30 décembre 1930.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville d'Oued Zem

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville d'Oued Zem, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 26 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville d'Agadir

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville d'Agadir, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 19 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville de Mogador

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Mogador, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 26 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Centre de Demnat

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine du centre de Demnat, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 26 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Centre de Sidi Rahal

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine du centre de Sidi Rahal, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 26 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

TAXE D'HABITATION

Ville de Casablanca

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe d'habitation de la ville de Casablanca (1^{er}, 2^e et 5^e arrondissement), pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 19 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Casablanca-centre

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe d'habitation de la ville de Casablanca-centre (3^e émission), pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 12 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville de Casablanca

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe d'habitation de la ville de Casablanca-nord (2^e émission), pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 12 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PATENTES*Ville de Casablanca*

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Casablanca (1^{er}, 2^e et 5^e arrond^{ts}), 2^e émission, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 19 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville de Casablanca-centre

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Casablanca-centre (3^e émission), pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 12 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Casablanca-nord

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de Casablanca-nord (2^e émission) pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 12 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Fès-ville nouvelle

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de Fès-ville nouvelle (2^e émission), pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 19 janvier 1931.

Rabat, le 2 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Contrôle civil de Casablanca-banlieue

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil de Casablanca-banlieue, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 19 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Centre de Denuat

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du centre de Denuat, pour l'année 1930, est mis en recouvrement à la date du 16 janvier 1931.

Rabat, le 5 janvier 1931.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA LTD.**LA BANQUE ANGLAISE**

Capital autorisé : L. 4.000.000. — Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : LONDRES

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca,
Fès-Médina, Marrakech, Mazagan, Safi, Tanger,
Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale

Correspondants en France : Lloyds et National Provincial
Foreign Bank Ltd., Westminster Foreign Bank Ltd.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — CASABLANCA

Bureaux à louer

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE

LE MAGHREB IMMOBILIER

CH. QUIGNOLOT

Téléphone 29.00 — Avenue Dar-el-Maghzen — Rabat

Vous prie de le consulter pour toutes transactions immobilières, commerciales, agricoles,
prêts hypothécaires, topographie, lotissements.